

# Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

## Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

## À renseigner par la personne publique responsable

### Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
GRAND LAC Communauté d'agglomération du Lac du Bourget	Monsieur DORD Dominique, Président

### Zonages concernés par la présente demande

Les zones d' <b>assainissement collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	non
Les zones relevant de l' <b>assainissement non collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	non
Les zones où des mesures doivent être prises pour <b>limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement</b> ;	oui
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la <b>collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement</b> lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	oui

## Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Depuis le 1er janvier 2017, dans le cadre de la fusion des territoires, la compétence assainissement des eaux pluviales exercée par la Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget a été étendue à la Communauté de Communes du Canton d'Albens et à la Communauté de Communes de Chautagne et a été confiée à Grand Lac Communauté d'Agglomération.

Suite à cette fusion et à l'étude PLUi en cours sur le même périmètre, il est apparu indispensable de disposer d'un zonage des eaux pluviales à l'échelle du territoire Grand Lac, s'appuyant sur des critères de choix communs afin que le zonage des eaux pluviales et le zonage PLUi soient cohérents.

L'objectif est également d'accompagner le développement de l'urbanisation prévue par les PLUi d'une réglementation en matière de gestion des eaux pluviales afin de contrôler les rejets d'eaux pluviales urbaines pour s'assurer de l'absence d'impacts négatifs de ces rejets sur :

- × Le fonctionnement des installations et ouvrages publics existants,
- × Les personnes et les biens vis-à-vis du risque inondations,
- × Les milieux aquatiques récepteurs.

### Caractéristiques des zonages et contexte

1. Est-ce une révision/modification de zonages d'eau pluviale ?

Non

Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?

Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?

1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre)

Le territoire concerné est le territoire de Grand Lac qui s'étend sur les 28 communes suivantes :

AIX-LES-BAINS, LA BIOLLE, BOURDEAU, BOURGET DU LAC, BRISON SAINT INNOCENT, CHANAZ, LA CHAPELLE DU MONT DU CHAT, CHINDRIEUX, CONJUX, DRUMETTAZ-CLARAFOND, ENTRELACS, GRESY SUR AIX, MERY, LE MONTCEL, MOTZ, MOUXY, ONTEX, PUGNY CHATENOD, RUFFIEUX, SAINT-OURS, SAINT OFFENGE, SAINT-PIERRE-DE-CURTILLE, SERRIERES EN CHAUTAGNE, TRESSERVE, TREVIGNIN, VIONS, VIVIERS DU LAC et VOGLANS

Voir carte dans la notice jointe

<p>2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ?</p> <p>Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche?</p> <p><b>Le PLUi est en cours d'élaboration sur le même territoire que le zonage d'assainissement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Secteur albanais : approbation novembre 2018 en cours de révision</b></li> <li>• <b>Secteur Aixois : approbation octobre 2019</b></li> <li>• <b>Secteur Chautagne : projet en cours d'élaboration pour un arrêt en mars 2020 et approbation en décembre 2020.</b></li> </ul>	<p>PLUi</p>
<p>1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?</p> <p><b>PLUi en cours d'élaboration</b></p>	<p>Oui</p>
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :</p> <p><b>Le travail d'élaboration du PLUi et du zonage eaux pluviales ont été menés conjointement. Des réunions de travail régulières avec les élus et techniciens ont eu lieu afin que les réflexions menées par les différents services soient concordantes.</b></p>	
<p>2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font-ils fait-il(elle) ou ont-ils fait-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?<sup>1</sup></p>	<p>Oui</p>
<p>3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement<sup>2</sup>, étude sur les eaux pluviales, ...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?</p>	<p>Oui</p>
<p><b>Préciser ces études :</b></p> <p><b>Préalablement à l'arrêt du zonage des eaux pluviales, une étude a été réalisée courant 2018/2019/2020 par les bureaux d'étude (HYDRETUDE/SEPIA) afin de:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Faire un état des lieux des problématiques pluviales sur le territoire</b></li> <li>• <b>Faire un état des lieux et un diagnostic des réseaux existants et leur capacité à transiter les eaux pluviales (étude hydraulique en cours de finalisation)</b></li> <li>• <b>Elaborer des simulations de pluies et la réaction des réseaux pour mettre en évidence les points sensibles et déterminer les règles à imposer pour ne pas aggraver ou diminuer les problèmes existant (règles de débits de rejet et de période de retour à envisager)</b></li> </ul> <p><b>Les principales conclusions sont reprises dans la notice jointe à la demande.</b></p>	

<sup>1</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

<sup>2</sup> Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

## Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?

Oui

5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a-t-il été réalisé ?
- d'une zone conchylicole ?
- d'une zone de montagne ?
- d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?
- d'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

Oui  
Profil fait en 2011  
Non  
Oui  
  
Oui  
Oui

Préciser lesquels :

**Périmètres de protection détaillés sur la cartographie des contraintes d'infiltration**

1. Le territoire dispose-t-il :

- de cours d'eau de première catégorie piscicole ?
- de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

Oui  
oui

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que:

- Natura 2000 ?
- ZNIEFF1 ?
- Zone humide ?
- Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?
- Présence connue d'espèces protégées ?
- Présence de nappe phréatique sensible ?

Oui  
Oui  
Oui  
Oui  
Oui  
Oui

Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie)

**Détail dans la notice jointe à la demande**

1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais)<sup>3</sup> des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?

• Nom de la(des) Masse(s) d'eau superficielle

• Nom de la(des) Masse(s) d'eau souterraine: Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de national connu(s), ou selon d'autres données à

qualité issu des point(s) de référence(s) préciser (biblio, mesures locales)

Canal de Chautagne (FRDR1484)

Sierroz amont (FRDR526a)

Sierroz aval (FRDR526b)

Tillet (FRDR1491)

Etat ecol : Moyen  
Etat chimiq : Bon

Etat ecol : Moyen  
Etat chimiq : Bon

Etat ecol : Moyen  
Etat chimiq : Mauvais

Etat ecol : Moyen

Canal de Savières (FRDR525)	Etat chimiq : Bon ..... Etat ecol : Bon Etat chimiq : nc .....
Canal de Terre Nue (FRDR529)	Etat ecol : Moyen Etat chimiq : Bon Etat ecol : Moyen Etat chimiq : Mauvais
Leysse aval (FRDR527b)	
Lac du Bourget (FRDL60)	Etat ecol : Bon Etat chimiq : Bon
Alluvions marais de Chautagne et Lavours (FRDG330)	Etat chimiq : Bon
2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur : • Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? • Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ? • Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?	non non Oui
Préciser lesquelles : <b>SCOT Métropole Savoie</b>	

<sup>3</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.caufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>



Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
Autres :	
1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Oui
Précisez : <b>Croissance d'environ 2 % à l'échelle PLUI mais essentiellement sur les zones urbaines existantes desservies par un réseau d'assainissement collectif. Le développement dans les secteurs en ANC reste marginal et peu dense.</b>	
2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?	<b>Séparatif</b>
Autres :	
3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?	Non
4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?	Oui

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées <sup>5</sup> ?	Oui
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?	Oui En cours
• Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés ?	
<b>Le diagnostic des installations d'assainissement non collectives existantes a été réalisé sur l'ensemble du territoire.</b>	
• Les non-conformités ont-elles été levées ?	
<b>Plusieurs programmes de réhabilitation ont été réalisés et d'autres à venir. Les non-conformités les plus importantes ont été levées.</b>	
• Sont-elles en cours d'être levées ?	
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?	Non
<b>La surface minimale a été retirée du PLUI au profit du CES</b>	
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ?	Oui – non
Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Oui
Si oui, lesquels :	
<b>Rejet au milieu hydraulique superficiel dans les secteurs imperméables et lors de réhabilitation d'installations existantes si la surface des terrain n'est pas suffisante. Etude au cas par cas demandée systématiquement lors de nouvelles constructions ou lors de réhabilitation.</b>	

<p>4. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge<sup>6</sup> ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par temps sec ?</li> <li>• Par temps de pluie ?</li> </ul> <p><b>Certaines unites d'épuration sont en surcharge hydraulique. Plusieurs études son ten cours et des travaux programmer pour palier à cette surcharge. Par ailleurs plusieurs initiatives sont menées de front pour réduire les eaux parasites à la source.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De façon saisonnière ?</li> </ul>	<p>Non oui</p> <p>non</p>
---	-------------------------------

<sup>4</sup> Séparatif : un réseau d'eaux usées strictes, voire parfois complété d'un réseau d'eaux pluviales strictes

<sup>5</sup> Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

<sup>6</sup> référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles : Télégestion, mise en place d'un réseau de détecteur de surverse et procédure d'intervention avec le prestataire	Oui
2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ? • Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? • Autres :	Réflexion en cours

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.**

Concernant les risques et enjeux liés aux eaux pluviales la gestion des eaux pluviales à l'échelle du territoire, Grand Lac a lancé une étude globale dont les conclusions seront rendues second semestre 2019

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : • des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? • de ruissellement ? • de maîtrise de débit ? • d'imperméabilisation des sols ?	Oui Oui Oui Oui
Lesquels : cartographie des écoulements exceptionnels	
1. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?	Oui
Lesquelles : Il pré existait sur certaines communes des règles qui avaient été intégrées au PLU ou POS qui sont appliquées en l'attente du zonage faisant l'objet. Priorité à l'infiltration Quelles ont été les raisons de leur mise en place ? Maîtrise des écoulements dans les réseaux existants	
2. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?	Oui
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?	Oui
4. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?	Oui
Si oui, lesquelles ? Préconisations pour les aménagements au moment du permis de construire	
5. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?	Oui



6. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau<sup>7</sup>?

non

<sup>7</sup> 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? • Selon quelle fréquence ? pluies exceptionnelles • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?	Oui  non
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	Oui
2. Avez-vous subi des • coulées de boues ? • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux ? • Autres :	Oui – Oui - non
1. Votre territoire fait-il parti : • d'un SAGE en déficit eau ? • d'une Zone de Répartition des Eaux ?	non Oui

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	Oui
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ? gestion à la parcelle par infiltration	Oui –  Oui -
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ?	non
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	- non

**Autoévaluation (facultatif)**

**Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?**

Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire que le zonage fasse l'objet d'une évaluation environnementale car les études menées depuis 2018 ont permis de faire un état des lieux des problématiques existantes et l'objectif même du travail effectué est de limiter l'impact négatifs des rejets d'eaux pluviales autant quantitativement que qualitativement sur les ouvrages publics, les personnes et les milieux récepteurs.

A Aix les Bains Le 12 novembre 2019

